

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2005 — 18

[C — 2004/02146]

25 NOVEMBRE 2004. — Arrêté royal du 25 novembre 2004 modifiant l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53, alinéa 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 53;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 avril 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 mai 2002;

Vu l'avis 36.077/1/PF de la Commission permanente de contrôle linguistique donné le 10 juin 2004;

Considérant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article 54, alinéa 2, des lois coordonnées précitées;

Vu l'avis 37.658/1 du Conseil d'Etat, donné le 23 septembre 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des Grandes Villes et de l'Égalité des Chances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont abrogés, dans l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 :

1° l'article 7, alinéa 5;

2° l'article 8, alinéa 3;

3° l'article 9, § 1^{er}, alinéa 3;

4° l'article 9, § 2, alinéa 5;

5° l'article 9, § 3, alinéa 2;

6° l'article 10, alinéa 2;

7° l'article 11, alinéa 4;

8° l'article 12, § 1^{er}, alinéa 5;

9° l'article 14, alinéa 1^{er}, 1°, deuxième phrase, les mots »Pour satisfaire, le candidat doit obtenir cinq dixièmes des points pour chaque épreuve et six dixièmes des points pour l'ensemble de l'examen« ;

10° l'article 14, alinéa 1^{er}, 2°, deuxième phrase, les mots « Pour satisfaire, le candidat doit obtenir cinq dixièmes des points ».

Art. 2. Le chapitre IV, Section 11, du même arrêté, comprenant l'article 16, est remplacé comme suit :

« Section 11. — Dispenses et minimum des points à obtenir

Art. 16. A l'exception de l'examen visé à l'article 7 du présent arrêté, le candidat qui a réussi une épreuve sur la connaissance écrite ou orale de l'autre langue organisée pour des fonctions ou emplois rangés dans un niveau donné est dispensé de cette épreuve lors de toute participation ultérieure à une épreuve linguistique organisée pour le même niveau ou un niveau inférieur si le degré de connaissance est au moins équivalent et le programme identique.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2005 — 18

[C — 2004/02146]

25 NOVEMBER 2004. — Koninklijk besluit van 25 november 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53, tweede lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op het artikel 53;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 30 april 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 16 mei 2002;

Gelet op het advies 36.077/1/PF van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht gegeven op 10 juni 2004;

Overwegende dat voldaan werd aan de voorschriften van artikel 54, tweede lid, van de vorenvermelde gecoördineerde wetten;

Gelet op het advies 37.658/1 van de Raad van State, gegeven op 23 september 2004 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966, worden opgeheven :

1° artikel 7, vijfde lid;

2° artikel 8, derde lid;

3° artikel 9, § 1, derde lid;

4° artikel 9, § 2, vijfde lid;

5° artikel 9, § 3, tweede lid;

6° artikel 10, tweede lid;

7° artikel 11, vierde lid;

8° artikel 12, § 1, vijfde lid;

9° artikel 14, eerste lid, 1°, tweede zin, de woorden « Om te slagen dient de kandidaat de vijf tienden der punten voor elke proef te behalen en de zes tienden der punten voor het geheel van het examen »;

10° artikel 14, eerste lid, 2°, tweede zin, de woorden « Om te slagen dient de kandidaat de vijf tienden der punten te behalen ».

Art. 2. Hoofdstuk IV, Afdeling 11, van hetzelfde besluit, bestaande uit artikel 16, wordt vervangen als volgt :

« Afdeling 11. — Vrijstellingen en minimum aantal te behalen punten

Art. 16. Met uitzondering van het examen bedoeld in artikel 7 van dit besluit, wordt de kandidaat die geslaagd is voor een taalproef over de geschreven of mondelinge kennis georganiseerd voor functies of betrekkingen die ingedeeld zijn in een bepaald niveau, vrijgesteld van deze taalproef bij latere deelname aan een taalproef georganiseerd voor hetzelfde of een lager niveau indien de graad van kennis minstens gelijkwaardig en het programma identiek is.

Art. 16bis. § 1^{er}. Pour réussir l'examen linguistique organisé conformément à l'article 7 du présent arrêté, le minimum des points à obtenir est déterminé comme suit :

a) l'épreuve portant sur la connaissance écrite : sept dixièmes de réponses correctes du nombre total de questions posées par élément linguistique distingué si cette épreuve est informatisée, ou sept dixièmes des points pour chacune des parties distinguées si cette épreuve est écrite;

b) sept dixièmes des points pour l'épreuve orale.

L'on ne peut participer à l'épreuve orale qu'après réussite à l'épreuve portant sur la connaissance écrite. »

§ 2. Pour réussir les examens linguistiques organisés conformément aux articles 8, 9, § 1^{er}, 9, § 2, 9, § 3, 10, 11, 12 et 13 du présent arrêté, le minimum des points à obtenir est déterminé comme suit :

1° la connaissance élémentaire, conformément aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté :

a) l'épreuve portant sur la connaissance écrite : cinq dixièmes de réponses correctes du nombre total de questions posées par élément linguistique distingué si cette épreuve est informatisée, ou cinq dixièmes des points pour chacune des parties distinguées si cette épreuve est écrite;

b) l'épreuve orale : cinq dixièmes des points.

2° la connaissance suffisante, conformément aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté :

a) l'épreuve portant sur la connaissance écrite : six dixièmes de réponses correctes du nombre total de questions posées par élément linguistique distingué si cette épreuve est informatisée, ou six dixièmes des points pour chacune des parties distinguées si cette épreuve est écrite;

b) l'épreuve orale : six dixièmes des points.

Lorsqu'un examen linguistique se compose d'une épreuve portant sur la connaissance écrite et d'une épreuve orale, l'on ne peut participer à l'épreuve orale qu'après réussite à l'épreuve portant sur la connaissance écrite.

§ 3. Pour réussir l'examen linguistique organisé conformément à l'article 14 du présent arrêté, le minimum des points à obtenir est déterminé comme suit :

a) l'épreuve portant sur la connaissance écrite : cinq dixièmes de réponses correctes du nombre total de questions posées par élément linguistique distingué si cette épreuve est informatisée, ou cinq dixièmes des points pour chacune des parties distinguées si cette épreuve est écrite;

b) l'épreuve orale : cinq dixièmes des points.

Art. 3. L'article 19 du présent arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale peut désigner au maximum un représentant francophone et un représentant néerlandophone pour assister aux examens linguistiques. Ce représentant doit être un fonctionnaire statutaire du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et être revêtu d'un grade de directeur-général ou supérieur. Ce dernier peut désigner un suppléant qui doit avoir au moins le rang A3. En cas d'absence du représentant, Selor en informe le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale. »

Art. 4. Les examens linguistiques en cours d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, et dont le procès-verbal n'a pas encore été établi, restent régis par les dispositions applicables avant cette date.

Art. 5. Notre Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 2004.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
de l'Intégration sociale, de la Politique des Grandes Villes
et de l'Égalité des Chances,

Ch. DUPONT

Art. 16bis. § 1. Om te slagen voor het taalexamen dat georganiseerd wordt overeenkomstig het artikel 7 van dit besluit, wordt het minimum aantal te behalen punten vastgelegd als volgt :

a) de proef over de geschreven kennis : zeven tienden juiste antwoorden van het totale aantal vragen dat per onderscheiden taalkundig component wordt gesteld, indien deze proef computergestuurd verloopt, of de zeven tienden der punten voor elk van de onderscheiden delen indien deze proef schriftelijk wordt afgenomen;

b) de zeven tienden der punten voor de mondelinge proef.

Er kan slechts aan de mondelinge proef worden deelgenomen na slagen voor de proef over de geschreven kennis. »

§ 2. Om te slagen voor de taalexamens die georganiseerd worden overeenkomstig de artikelen 8, 9, § 1, 9, § 2, 9, § 3, 10, 11, 12 en 13 van dit besluit, wordt het minimum aantal te behalen punten vastgelegd als volgt :

1° de elementaire kennis, overeenkomstig de bepalingen van het artikel 5 van dit besluit :

a) de proef over de geschreven kennis : vijf tienden juiste antwoorden van het totale aantal vragen dat per onderscheiden taalkundig component wordt gesteld, indien deze proef computergestuurd verloopt, of de vijf tienden der punten voor elk van de onderscheiden delen indien deze proef schriftelijk wordt afgenomen;

b) de mondelinge proef : de vijf tienden der punten.

2° de voldoende kennis, overeenkomstig de bepalingen van het artikel 5 van dit besluit :

a) de proef over de geschreven kennis : zes tienden juiste antwoorden van het totale aantal vragen dat per onderscheiden taalkundig component wordt gesteld, indien deze proef computergestuurd verloopt, of de zes tienden der punten voor elk van de onderscheiden delen indien de proef schriftelijk wordt afgenomen;

b) de mondelinge proef : de zes tienden der punten.

Indien een taalexamen uit een proef over de geschreven kennis en een mondelinge proef bestaat, kan er slechts aan de mondelinge proef worden deelgenomen na slagen voor de proef over de geschreven kennis.

§ 3. Om te slagen voor het taalexamen dat georganiseerd wordt overeenkomstig het artikel 14 van dit besluit, wordt het minimum aantal te behalen punten vastgelegd als volgt :

a) de proef over de geschreven kennis : vijf tienden juiste antwoorden van het totale aantal vragen dat per onderscheiden taalkundig component wordt gesteld, indien deze proef computergestuurd verloopt, of de vijf tienden der punten voor elk van de onderscheiden delen indien deze proef schriftelijk wordt afgenomen;

b) de mondelinge proef : de vijf tienden der punten.

Art. 3. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest mag hoogstens één Nederlandstalige en één Franstalige vertegenwoordiger aanwijzen om de taalexamens bij te wonen. Deze vertegenwoordiger moet een statutair ambtenaar van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn en dient bekleed te zijn met een graad van directeur-generaal of hoger. De betrokken ambtenaar kan een plaatsvervanger aanwijzen die minstens de rang A3 heeft. In geval van afwezigheid van vertegenwoordiger, brengt Selor de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hiervan op de hoogte. »

Art. 4. De taalexamens die aan de gang zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit en waarvan het proces-verbaal nog niet opgemaakt is, blijven onder de toepassing van de bepalingen die vóór deze datum van kracht waren.

Art. 5. Onze Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 november 2004.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen,

Ch. DUPONT